

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU D 3

Numéros dans les séries spéciales :

2236 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° ..... du .....

APUREMENT DES COMPTES DES COLLECTIVITES  
ET ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX

THEMES DE VERIFICATION

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 70-17 - T du 23 février 1970.

A la suite de l'examen des rapports que lui adressent annuellement les Trésoriers-Payeurs Généraux sur l'apurement, en la forme administrative, des comptes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, la Cour des Comptes a relevé certains points particuliers, sur lesquels elle souhaite que l'attention des Comptables supérieurs soit appelée.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux trouveront, dans la présente instruction, les trois questions relevées cette année par la Haute juridiction, qu'ils devront considérer comme « Thèmes de vérification » dans le rapport qu'ils lui adresseront en 1973.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION

GT

84

RGP

PGT

TPG

DOM

TPC - RF

P

**I. — Application de l'article 104 du Code de l'urbanisme.**

Aux termes des articles 104-2 et 104-3 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, le bénéficiaire de travaux exécutés en violation des dispositions relatives au permis de construire doit régulariser sa situation dans un délai fixé par le tribunal saisi de la requête de poursuite, sous peine d'une astreinte par jour de retard.

Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par les comptables directs du Trésor sur réquisition du maire, à qui il appartient de liquider le produit de l'astreinte pour le compte de la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise ou, à défaut, sur réquisition du Préfet au bénéfice de l'Etat : il a été constaté que, dans la pratique, ces astreintes n'étaient pas toujours recouvrées, ni même liquidées.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux sont invités à surveiller l'exécution des décisions de justice prises en la matière. A cet effet, une ampliation de ces décisions devrait leur être communiquée par le Préfet (Direction départementale de l'équipement), à qui incombe la mise en œuvre des procédures prévues à l'article 104 précité.

Les Comptables supérieurs donneront, dans leur rapport annuel, un état des difficultés de liquidation et de recouvrement rencontrées dans leur département en la matière.

**II. — Influence de la généralisation du régime de la T. V. A.  
sur les conditions financières des concessions et affermages de services publics.**

Cette question suscite deux séries d'observations :

- 1° L'instruction n° 71-4 - M 0 du 14 janvier 1971 a diffusé aux comptables la circulaire du Ministre de l'Intérieur n° 70-559 du 12 décembre 1970 relative aux mesures que les autorités administratives pourraient prendre pour assurer, aux collectivités locales ou aux usagers, une contrepartie à l'avantage procuré aux concessionnaires ou aux fermiers, à la suite de la récupération de la T. V. A. payée par le propriétaire pour les biens qu'il met à leur disposition.

Des conventions ont été conclues à cet effet, notamment entre Electricité de France et la Fédération nationale des collectivités concédantes.

La Cour souhaite connaître dans quelles mesures et conditions les collectivités locales ont obtenu les avantages auxquels elles pouvaient prétendre.

- 2° La récupération de la T. V. A. ayant frappé les investissements financés par les concessionnaires eux-mêmes aurait dû conduire les collectivités locales à obtenir de leurs cocontractants une révision des modalités financières des concessions et affermages, afin d'obtenir un abaissement des prix de base ou une augmentation des redevances.

Les résultats obtenus dans ce domaine seront consignés dans le rapport annuel destiné à la Haute juridiction.

**III. — Gestion technique du service de la voirie communale  
par les ingénieurs des ponts et chaussées.**

L'instruction n° 62-51 - M 0 du 10 avril 1962 a rappelé aux comptables que, lorsque le service des Ponts et chaussées est chargé de la « gestion complète » de la voirie communale, ses honoraires s'élèvent de 0,8 à 2 % du montant de la dépense, selon le chiffre de population des communes intéressées, alors que des interventions dites « occasionnelles » ou pour travaux neufs permettent un décompte d'honoraires dégressifs à partir du taux de 4 % (arrêtés interministériels des 28 avril et 7 mars 1949 modifiés).

Par ailleurs, l'arrêté du 19 décembre 1963 et sa circulaire d'application (diffusés par l'instruction n° 64-21-M 0 du 4 février 1964) parus à la suite de la modification du statut des conducteurs de travaux précisent que la rémunération susceptible d'être allouée au personnel des Ponts et chaussées dans le cas de gestion complète du Service de la voirie est majorée du quart lorsque le Conseil municipal demande le concours à titre onéreux desdits conducteurs de travaux.

Or, il a été constaté que certains Services des Ponts et chaussées, se référant abusivement aux textes susvisés, dénonçaient les contrats antérieurement passés par les collectivités avec les conducteurs de travaux dans le but d'assurer une gestion complète de la voirie communale, et adoptaient le régime des interventions dites occasionnelles.

Ces pratiques sont irrégulières, car il ne peut être mis fin aux contrats dont il s'agit qu'à la suite d'un préavis donné six mois à l'avance soit par la collectivité, soit par le service qui lui prête son concours (art. 4 de l'arrêté du 28 avril 1949).

La Cour souhaite connaître, pour chaque département, le nombre de communes bénéficiant d'un contrat de gestion complète, ainsi que le nombre de celles qui, tout en confiant aux Ponts et chaussées la totalité des travaux d'entretien de leur voirie, se voient appliquer les taux d'honoraires prévus pour les interventions « occasionnelles ».

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique  
et par délégation :

*Le Chef de Service,*  
PIERRE LADURÉ.